

**Zeitschrift:** Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art

**Herausgeber:** Visarte Schweiz

**Band:** - (1909)

**Heft:** 87

**Rubrik:** Communications des sections

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

manière de voir du C. C., qui voulait par cet article simplement émettre une base de discussion. Par une faute d'impression, le terme de la réponse des sections fut fixé au premier mai, au lieu du 1<sup>er</sup> juin.

Dans le Comité de l'Exposition nationale de 1913 à Berne, le C. C. déléguera Monsieur Adolphe Tièche, peintre et président de la section de Berne, pour y représenter notre société.

Comme membres du jury du concours de l'affiche artistique de la fête fédérale de tir à Berne, le C. C. désigna Messieurs: Hodler, Mangold et Hermanjat. Comme remplaçants: Messieurs Buri, Righini et Silvestre.

Différentes propositions et motions des sections ont été discutées et seront soumises à l'Assemblée des délégués et à l'Assemblée générale.

Le rédacteur de „l'Art Suisse“ est chargé de continuer les négociations entamées avec le président de la Société Suisse de Beaux-Arts, et d'en référer, ainsi que sur toutes les autres affaires dont il a été chargé à l'Assemblée des délégués et à l'Assemblée générale.

Le local de l'Assemblée des délégués sera communiqué dans le prochain numéro.

## □ COMMUNICATIONS DES SECTIONS □

Neuchâtel, 22 mai 1909.

Monsieur Hodler, président central de la Société des peintres, sculpteurs et architectes suisses, Berne.

Monsieur le Président,

La section de Neuchâtel, après avoir examiné les propositions du Comité central, au sujet de la création d'un poste de secrétaire gérant permanent rétribué, regrette de ne pouvoir les appuyer. Notre section, tout en reconnaissant les services incontestables que pourrait rendre un secrétaire du genre de celui que vous proposez, estime que celui-ci ne devrait ni *dépendre de l'Assemblée générale, ni être muni de compétences aussi étendues que celles proposées par le Comité central* — avec celles-ci le secrétaire deviendrait pour ainsi dire le véritable président de la société et au bout de fort peu de temps, le Comité central aurait perdu son autorité et serait dans l'incapacité d'imprimer à la marche des affaires la direction voulue.

Nous estimons que, pour qu'un secrétaire puisse rendre à un Comité central les services qu'il est en droit d'en attendre, ce secrétaire doit être nommé par le Comité central et ce dernier seul doit être responsable des actes de ce fonctionnaire.

De plus la création du poste de secrétaire, tel que l'entend le Comité central, entraînant une révision des statuts et l'organisation de ce comité ne répondant décidément plus aux exigences actuelles, la section de Neuchâtel propose de profiter de l'occasion pour reprendre la proposition faite jadis par Monsieur W. Röthlisberger (N° 65 de l'Art Suisse) au sujet de la réorganisation du Comité central.

Cette proposition, un peu amendée, permettrait à un certain nombre de sections de participer à la direction générale de la société, de faciliter au Comité central les moyens de se renseigner sur ce qui se passe dans les diffé-

rentes régions, d'établir des liens constants entre les sections, et de faire entrer au Comité central les artistes les mieux qualifiés pour en faire partie.

Il est incontestable que le grand défaut de notre organisation actuelle c'est le manque de suite dans la direction de la société. A peine un Comité central est-il bien au courant des affaires que son mandat expire ou que pour des raisons personnelles il démissionne et alors un autre Comité, sans aucun lien avec l'ancien et sans connaissance des affaires en cours, entre en fonctions — Quels que soient le savoir-faire et le dévouement de ce nouveau comité, il est de toute évidence que pendant longtemps il sera dans l'incapacité de travailler avec fruit à la solution des affaires en cours et de maintenir la société dans la voie où le comité précédent l'avait engagée.

Si donc nous voulons rendre à notre société l'autorité à laquelle elle a droit, lui voir imprimer une direction ferme et continue, lui permettre d'avoir avec les autorités fédérales des relations fructueuses et de représenter vraiment les artistes suisses, il est de toute importance de transformer l'organisation de notre Comité central, en le composant non plus seulement de membres d'une même section, mais au contraire de membres appartenant à des sections différentes, en prolongeant son mandat à trois ans et en lui fournissant les ressources voulues pour avoir à sa disposition un secrétaire permanent nommé par lui et dont lui seul sera responsable.

Dans ce but nous avons l'honneur de vous faire les propositions suivantes:

Proposition de la section de Neuchâtel au sujet de la réorganisation du Comité central et de la création d'un poste de secrétaire permanent et rétribué.

### Assemblée des délégués.

*Art. 23.* Les délégués des sections se réunissent la veille des Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, arrêtent les propositions à soumettre à l'Assemblée générale en vue de la nomination ou de la confirmation dans leurs fonctions, du président et des autres membres du Comité central.

Ils discutent en outre sur tous les objets à l'ordre du jour de ces assemblées.

(La suite comme dans le règlement actuel.)

### Le Comité central.

*Art. 33.* Le Comité central se compose de 5 membres, c'est-à-dire du président, du vice-président, du caissier, du secrétaire et du vice-secrétaire.

Le président et les autres membres de ce Comité seront nommés pour 3 ans par l'Assemblée générale sur les propositions de l'Assemblée des délégués.

Sauf pour ce qui concerne le président, qui est nommé par l'Assemblée générale, le Comité central constitue lui-même son bureau.

• Tous les membres sont rééligibles.

En cas de vacances, l'Assemblée générale annuelle pourvoit au remplacement du titulaire pour le temps qu'il reste à courir.

Le Comité central se réunira à Olten, toutes les fois que les circonstances l'exigeront et en général une fois par mois dans la première quinzaine, pour la rédaction du journal.

### Secrétaire permanent rétribué.

Un crédit de fr..... est alloué au Comité central pour lui permettre de s'adjointre un secrétaire permanent et rétribué choisi par lui.

Ce secrétaire s'occupera spécialement de la rédaction du journal, conformément aux vues et aux instructions du Comité central, organisera les expositions, correspondra

avec les sections et fera la besogne courante. Il est responsable de ses actes par devant le Comité central et sa signature ne peut engager la Société.

Quant aux autres questions posées par le Comité central, nous pensons qu'il est inutile d'y répondre, par le fait que, si notre proposition était admise, toutes ces questions seraient sans objet.

En tous cas, nous sommes opposés à l'engagement d'un secrétaire permanent, nommé par l'Assemblée générale et avec les compétences proposées par le Comité central.

Quant à la protection des droits d'auteur, nous estimons qu'elle est du domaine du président et que ce qu'il y aurait de mieux, c'est de s'entendre avec le secrétaire général de la protection artistique et littéraire à Berne.

En vous priant de bien vouloir soumettre cette lettre et ces propositions aux différentes sections par la voie du journal, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Pour le Président,  
**William Röthlisberger.**  
Le Secrétaire,  
**Louis de Meuron.**

*Note rédactionnelle :* L'article ci-dessus nous est parvenu trop tard pour que nous ayons pu le traduire encore pour ce numéro. Il paraîtra donc en allemand dans celui de juillet. C. A. L.

**Section de Berne.** *Le secrétariat central.* La section de Berne, après discussion, a décidé à l'unanimité (17 voix) que le secrétariat central proposé dans le numéro de mai de l'*"Art Suisse"* n'était, sous cette forme, pas opportun ni en ce moment, ni dans les prochaines années. La section se prononça surtout contre les compétences d'un secrétaire pareil et sur les suites pécuniaires que l'érection de ce poste amènerait.

## QUE FAUT-IL RETENIR DU PROCÈS RÜEDISÜHLI?

Le procès contre le peintre Rüedisühli, qui occupa le parquet de Bâle au commencement d'avril et qui eut son retentissement au loin, est de telle importance que son appréciation rétrospective dans les colonnes de l'organe des artistes suisses nous semble pleinement justifiée.

Non pas que nous nous proposions d'en rappeler l'historique, car les phases de ce procès sont encore présentes à la mémoire de la grande majorité de nos lecteurs. Mais en suivant les péripéties de cette cause presque célèbre, nous avons relevé tels points d'intérêt général, dont la discussion s'impose par principe.

Rüedisühli, chacun s'en rappelle, fut accusé de falsification ou de facsimilation de certaines œuvres de Böcklin, et de les avoir vendues à son profit illicite. Donc de faux et d'usage de faux.

En d'autres termes, il fut avéré une fois de plus, ce que nous savions déjà de longue date, que le public acheteur ne regarde en aucune façon à la valeur artistique des œuvres d'art qu'il achète, mais au nom seulement duquel elles sont signées.

Car il n'existe que deux possibilités !

Ou bien les tableaux en question étaient assez bons pour pouvoir être attribués à Böcklin, et dans ce cas la question d'auteur tombait hors de cause et il devenait absolument indifférent de savoir si de si bonnes œuvres provenaient de Böcklin ou de son émule Rüedisühli. Ou bien alors, c'étaient des croûtes, et par ce fait elles ne gagnaient absolument rien à être faites de Böcklin, même si l'on avait été en état d'en prouver l'authenticité d'une manière indéniable.

Si donc, comme il semble ressortir à l'évidence du procès intenté contre lui, Rüedisühli a commis un faux, cette circonstance atténuante devra lui être concédée, que

l'imbécilité du public et non en dernier lieu celle des érudits en matière d'art officiels ont favorisé sa manière peu délicate de procéder.

Et le public non préconçu déduira: „S'il était impossible ou même simplement difficile de constater si telle toile était de Böcklin ou de Rüedisühli, il est donc prouvé que le dernier, travaillant à l'instar du premier, le vaut ! Dès lors: pourquoi tant de bruit pour une omelette?“

Et du moment que le public est en droit de raisonner de la sorte, le faussaire sera un artiste reconnu, et le procès qu'on lui fait une vaste et magnifique réclame gratuite faite à son talent dorénavant reconnu d'une façon incontestable.

Le public donc, qui n'est pas à même de discerner les valeurs artistiques d'une toile, et qui se voit réduit à s'en laisser imposer par des noms qui aspirent à l'immortalité, ne mérite aucune sympathie, si de temps à autre il se voit dupé, quoique, malheureusement, on ne peut pas lui contester les bienfaits de la procédure.

Mais le fait à lui seul, qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle un procès de plusieurs jours doit être mené pour fixer l'auteur présomptif et non pas, ce qui finalement serait compréhensible, pour établir la valeur artistique de plusieurs tableaux, est déprimant et très significatif pour l'état de notre culture actuelle dont on fait si grand cas.

Car, même en faisant abstraction de l'état de déchéance de notre éducation artistique, qui prouve ce fait, on ne pourra plus se défendre à la vérité, qu'aux yeux du monde l'œuvre d'art n'a qu'une valeur mercantile de curiosité.

Les cas de ce genre ne datent pas d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'à Berne, il y a quelques années, nous avons eu la fameuse histoire du soi-disant Titien, tout à coup retrouvé. Cette œuvre fut achetée pour la somme de cinquante francs chez un boutiquier, puis, après mainte tribulation et mainte expertise savante, donné à un prix exorbitant à une grande galerie.

Et pas plus longtemps que l'année dernière, il se trouva de nouveau un antiquaire, possesseur de deux mètres carrés de toile vernie, qu'il s'acharnait à vendre à un naïf au gousset bien fourni, pour une œuvre authentique de Raphaël. Il est évident que la valeur artistique de cette vieille toile reste absolument la même, qu'elle soit peinte d'un Monsieur Dubois quelconque ou de Raphaël. Mais si son détenteur réussit à s'en défaire, en la faisant passer pour une œuvre sortie des ateliers du grand Romain, il empochera quelques centaines de milliers de francs de plus, que si la peinture est reconnue pour être celle d'un Monsieur Dubois.

De notre point de vue il n'y aurait rien à objecter, et nous pourrions nous plaire dans le rôle de tierce partie, riant à l'écart de la sottise humaine, si la pratique que je viens d'énoncer ne portait pas de contre-coups fatals à la production artistique de nos jours. En effet, du moment que n'importe quelle croûte se vend à titre de grande œuvre de tel célèbre maître, le public se trouve confirmé dans son manque absolu de discernement artistique et de bon goût, et l'argent, lequel, sous une autre constellation, aurait peut-être été placé en bonnes œuvres d'artistes vivants leur est soustrait, jusqu'au moment où quelqu'un trouve qu'il vaut la peine de facsimiler leurs œuvres à leur tour. Seulement alors ceux qui ont fait œuvre qui vaille n'existent plus, et la reconnaissance et le brin de gloire posthume, qui caractérise toute contrefaçon ne leur sert plus à grand' chose.

Le second point, très intéressant, de l'affaire Rüedisühli, était le rôle joué par les experts. Il y en avait de deux sortes, des artistes et des connasseurs savants par profession.

Les artistes, quoique n'ayant que pour la plupart peu de sympathies pour l'industrie picturale du prévenu, se sont